

La crise, catalyseur du rétablissement de la primauté de l'économie réelle sur l'économie virtuelle

C'est une approche géopolitique, tout autant qu'économique, financière et monétaire, qui m'a conduit à annoncer au mois de février 2006, avec le Laboratoire Européen d'Anticipation Politique (LEAP), l'imminence de ce que nous avons appelé « la crise systémique globale ». Cette même démarche tend aujourd'hui à confirmer l'idée centrale de ce numéro des *Annales des Mines*, à savoir que dans le « monde d'après la crise », l'économie réelle va retrouver son caractère central, alors que les dernières décennies ont été marquées par la centralité de l'économie – virtuelle – de la sphère financière.

par Franck BIANCHERI*

En considérant, dès 2006, que la crise que nous connaissons actuellement allait être une « crise systémique globale », nous avons voulu indiquer que le phénomène reflétait fondamentalement un effondrement du monde tel qu'on le connaissait depuis 1945, sous sa forme occidental-centrée issue du second conflit mondial, encore renforcée par la chute du Rideau de Fer, en 1989. Les formes financières, monétaires, économiques, sociales, politiques et stratégiques qu'allaient prendre les différentes phases de cette crise systémique ne seraient rien d'autre que différentes expressions d'un changement géopolitique d'une ampleur historique : l'incapacité croissante des Etats-Unis à assumer l'ensemble des responsabilités qu'ils s'étaient arrogés au cours

de ces dernières décennies, et la rapide perte d'influence de ces deux piliers principaux de l'influence anglo-saxonne sur les affaires du monde, que représentent les places financières de Wall Street, à New York, et de la City de Londres (Cf. les photos des pages 70 et 71).

Les évolutions auxquelles nous assistons, depuis 2006, semblent montrer, en fait, que la rupture que nous vivons aujourd'hui constitue une remise en cause beaucoup plus profonde que cela avait été initialement envisagé. Il est désormais probable que nous sommes en train de subir les chocs de la sortie d'une époque initiée voici deux ou trois siècles, avec le début de la domination européenne sur le

* Directeur du LEAP (Laboratoire Européen d'Anticipation Politique).

monde et l'établissement de la domination financière anglo-saxonne, d'abord uniquement à Londres, puis, conjointement, à New York et à Londres.

Afin d'étayer ce diagnostic, attardons-nous, tout d'abord, sur quatre indicateurs qui montrent que nous sommes effectivement en train de sortir d'un référentiel datant de deux ou trois siècles.

LA CRISE NOUS PROJETTE AU-DEHORS DU MONDE DE L'ÉCONOMIE FINANCIÈRE, FAÇONNÉ PAR TROIS SIÈCLES DE DOMINATION EUROPÉENNE, PUIS OCCIDENTALE

Cette fois-ci, globalisation oblige, c'est à un bouleversement du monde façonné depuis trois siècles par les Européens d'abord, et par leur famille élargie à l'Occident (menée par les États-Unis) ensuite, que nous assistons.

En effet, comme pour prouver à quel point cette crise est d'une nature sans équivalent dans toute l'histoire moderne, le système international auquel nous sommes habitués voit se multiplier des événements ou des tendances sortant des cadres de référence pluriséculaires. Le seul moyen de mesurer l'ampleur des mouvements en cours consiste à prendre un recul de plusieurs siècles, seule durée offrant désormais une perspective suffisante. Si l'on se limitait à des statistiques portant seulement sur quelques décennies, on ne percevrait que certains détails de cette crise, sans en avoir une vue d'ensemble.

Afin d'illustrer mes propos, voici quatre exemples montrant que nous vivons une époque de rupture, telle qu'il n'en survient qu'une fois tous les deux ou trois siècles :

- En 2009, le taux d'intérêt de la Banque d'Angleterre a atteint son niveau le plus bas (0,5 %) depuis la création de cette vénérable institution, en 1694 (soit en trois cents quinze ans d'existence).
- En 2008, la Caisse des Dépôts, bras financier de l'Etat français depuis 1816 et ce, sous tous les régimes (Royauté, Empire, République...), a connu sa première perte annuelle (en cent quatre-vingt-treize ans).
- En avril 2009, la Chine est devenue le premier partenaire commercial du Brésil, une position qui, depuis des siècles, anticipe de manière fiable des ruptures majeures dans le *leadership* mondial. Depuis que, voici de cela deux cents ans, le Royaume-Uni avait mis fin à trois siècles d'hégémonie portugaise, c'est seulement la deuxième fois qu'un pays accède à cette position (les États-Unis étaient, en effet, devenus le premier partenaire commercial du Brésil au début des années 1930, en supplantant le Royaume-Uni).
- Après une décrue continue de leur part dans l'économie mondiale entamée à la fin du XVIII^e siècle, la Chine et l'Inde voient désormais, depuis deux décennies, cette part croître à nouveau, de surcroît, très rapidement. Ces deux pays représentaient ensemble autour

de 50 % de l'économie mondiale jusqu'au milieu du XIX^e siècle. Leur part avait ensuite diminué régulièrement pour atteindre environ 15 % dans la seconde partie du XX^e siècle. Mais elle remonte, depuis une décennie, et elle atteint désormais plus de 20 %. Au-delà du renversement de la tendance des deux derniers siècles, on doit noter que les économies chinoise et indienne sont essentiellement des « économies réelles ». Leur (re)montée en puissance traduit donc également un renforcement de la part de l'économie réelle au détriment de celle de l'économie financière virtuelle, notamment américaine.

LA CRISE AFFAIBLIT DURABLEMENT TOUS LES FACTEURS AYANT PERMIS À L'ÉCONOMIE VIRTUELLE DE SE DÉVELOPPER EXPONENTIELLEMENT DEPUIS QUELQUES DÉCENNIES

Le renversement de tendances multiséculaires que nous sommes en train de vivre s'accompagne de l'effondrement d'une « bulle » plus récente, qui s'était constituée progressivement depuis les années 1970 et que l'on pourrait qualifier d'« excroissance impériale terminale ». Il s'agit, bien entendu, de la sphère financière globale, qui a fait émerger, progressivement, en près de quarante années, une économie virtuelle d'une valeur (1) supérieure à celle de l'économie réelle mondiale. Or, une crise historique est avant tout une formidable contraction du temps : en quelques années se mettent en place des changements qui, d'ordinaire, s'étalent sur des décennies, voire des siècles, en cas de crise majeure. Ainsi, depuis le début (en 2008) de la série des faillites de géants de Wall Street, du sauvetage par l'Etat fédéral de tous les autres et des rachats dans l'urgence des banques britanniques par le gouvernement du Royaume-Uni, on assiste à la chute des deux ancrages de la « bulle financière mondiale ». Si j'utilise le terme d'ancrage, c'est pour indiquer que cette « bulle » n'a d'autre valeur que celle que lui assignent ces deux centres financiers mondiaux, New York et Londres, au cœur du réseau d'émetteurs de titres, de marchés de cotation, d'agences de notation, de médias financiers internationaux, et d'émetteurs de la monnaie par excellence de l'économie virtuelle globale qu'est le Dollar américain ; et pour souligner le fait que son interaction avec l'économie réelle se fait essentiellement par l'intermédiaire de ces deux centres, qui ont donc bien pour fonction l'ancrage de la bulle financière mondiale dans la réalité. Les autres centres financiers sont de faible importance, par rapport à ces deux géants, en particulier pour ce qui relève de la gestion/création de tous les

(1) Tout aussi virtuelle, comme le démontre la crise et ses 30 000 milliards de dollars d'actifs financiers fantômes...



© Kirsty Wigglesworth/AP-SIPA

« La crise ne fait que refléter un changement géopolitique d'une ampleur historique : l'incapacité croissante des Etats-Unis à assumer l'ensemble des responsabilités qu'ils s'étaient arrogés au cours de ces dernières décennies, et la rapide perte d'influence de ces deux piliers principaux de l'influence anglo-saxonne sur les affaires du monde que représentent les places financières de Wall Street, à New York, et de la City de Londres ». *Silhouette d'un passant devant la Bourse de Londres.*

instruments financiers de ces dernières décennies, qui constituent l'essentiel de l'économie virtuelle.

Or, ces deux centres (celui de l'Empire anglo-saxon « haute époque », Londres, et celui de l'Empire anglo-saxon « basse-époque », New York), se délitent sous nos yeux :

- le centre londonien n'existe plus, désormais, que grâce au soutien direct et massif du gouvernement britannique. Sans l'argent du contribuable britannique, les fleurons de la City auraient disparu en 2008 ; ils ne survivent aujourd'hui que grâce au maintien de ce soutien, qui pourtant ne pourra pas durer au-delà des deux prochaines années, du fait de la crise des finances publiques du pays. Les contraintes budgétaires du pays affaiblissent tellement la City qu'en 2009, elle n'a été capable ni d'empêcher une forte hausse de la fiscalité sur les opérateurs financiers, qui fait désormais de Londres une des places financières mondiales les moins fiscalement attractives de la planète (2), ni de bloquer le processus européen de régle-

mentation, qui place pour la première fois depuis trois siècles la City sous la supervision d'institutions non britanniques ;

- le centre new-yorkais, lui aussi sous perfusion de l'Etat fédéral, ne survit que grâce à la politique d'argent à coût nul pratiquée depuis près de deux ans par la Réserve fédérale, ainsi qu'aux milliers de milliards de prêts hypothécaires qu'elle a achetés pour éviter un effondrement généralisé de tout le marché immobilier américain, qui sous-tend une part majeure de la bulle financière américaine. Comme au Royaume-Uni, la période 2010/2011 va marquer la fin de la plupart de ces politiques, entraînant Wall Street dans une nouvelle phase d'affaiblissement ;
- au niveau mondial, la régulation de la sphère progresse, paradoxalement, par le développement d'une tendance à son morcellement : de plus en plus de pays ou de régions (comme l'Union européenne) mettent, en effet, en place des procédures de contrôle, d'interdiction de certaines pratiques ou de réglementations qui leur sont propres et qui brisent *de facto* la nature « globale » qui a caractérisé la sphère financière depuis la fin des années 1980 et permis sa croissance exponentielle. Son morcellement est, en fait, la forme la plus efficace que prend le dégonflement de cette « bulle », puisqu'elle affecte directement le mode opératoire qui l'a rendue possible.

(2) Le Cabinet KPMG vient tout juste d'effectuer une comparaison portant sur la fiscalité des employés des établissements financiers dans huit centres financiers mondiaux (Dubai – qui a tout désormais du centre financier fantôme –, Hong-Kong, Zürich, Londres, New York, Genève, Paris et Francfort). Le résultat est éloquent : en une année, Londres passe de la 4^e à la dernière place, pour un banquier chef de famille, et à la 6^e, pour un banquier célibataire.



© Richard Kalvar/MAGNUM PHOTOS

« La crise ne fait que refléter un changement géopolitique d'une ampleur historique : l'incapacité croissante des Etats-Unis à assumer l'ensemble des responsabilités qu'ils s'étaient arrogés au cours de ces dernières décennies, et la rapide perte d'influence de ces deux piliers principaux de l'influence anglo-saxonne sur les affaires du monde que représentent les places financières de Wall Street, à New York, et de la City de Londres ». *Statue de George Washington en face de la Bourse de New York.*

• enfin, la « raison d'être géopolitique » de cette « bulle » est entrée dans sa phase terminale. En effet, la sphère financière mondiale a entamé sa croissance débridée dans les années 1970 du fait, d'une part, de la décision américaine de laisser flotter le Dollar et, d'autre part, du besoin de recycler les énormes excédents financiers des pays producteurs de pétrole. Il s'agissait, en l'occurrence, du premier grand signe indiquant que les Etats-Unis n'étaient plus en mesure d'assumer le rôle de pilier de l'ordre mondial qu'ils s'étaient donné en 1945 (3), et marquant le déclenchement de l'« irrésistible ascension de l'économie virtuelle ». Pour maintenir néanmoins cette fiction toujours plus éloignée de la réalité économique mondiale, les Etats-Unis ont donc spontanément facilité l'émergence d'opérateurs, d'instruments et de produits financiers permettant de faire la jonction entre leur puissance déclarée et leur puissance réelle : l'économie virtuelle s'est engouffrée dans cette « niche », qui s'est transformée en bulle (4). D'une certaine manière, vis-à-vis de l'Euro, pendant dix ans, la Grèce n'a rien fait d'autre, sur une plus petite échelle, que ce que font les Etats-Unis depuis quarante ans : elle a caché la faiblesse réelle de sa situa-

(3) En rompant, en 1971, le lien de convertibilité entre le Dollar et l'or, les Etats-Unis décidaient de donner une valeur virtuelle à leur devise, ainsi qu'à leur économie, dont cette devise est l'étalon.

tion budgétaire et financière en ayant recours aux mêmes banques et aux mêmes techniques financières que celles qu'utilisent Washington (ou Londres) depuis plusieurs décennies pour masquer la situation réelle de leurs économies. Mais, du fait de la crise, la contrainte de l'Euro oblige brutalement la Grèce à rétablir la cohérence entre sa situation réelle et la réalité virtuelle de ses finances et de sa richesse. Les Etats-Unis, face à un monde qui se défie de plus en plus du Dollar, sont engagés malgré eux dans un processus identique, qui marquera simultanément l'implosion finale de la bulle financière mondiale, composée essentiellement d'actifs financiers libellés en dollars.

De ce point de vue, l'accélération des événements (dont la crise est à la fois le signe et le catalyseur) contribue à faire éclater la « bulle » de l'économie virtuelle, en affaiblissant tous les facteurs qui lui ont permis d'exister et de se développer, et en rendant ses opérateurs et ses méthodes de plus en plus suspects.

Pour conclure sur la fin de la domination de l'économie virtuelle, arrêtons-nous sur une image éloquentes : quel homme politique, aujourd'hui, voudrait encore être pris en photo en compagnie d'un dirigeant de

(4) Notamment dès lors que la prétention à être la puissance centrale d'un monde unipolaire n'a fait qu'accroître la distance entre sa puissance réelle et sa puissance affichée.



© Thanassis Stavrakis/AP-SIPA

« D'une certaine manière, vis-à-vis de l'euro, pendant dix ans, la Grèce n'a rien fait d'autre, sur une plus petite échelle, que ce que font les Etats-Unis depuis quarante ans : elle a caché la faiblesse réelle de sa situation budgétaire et financière en ayant recours aux mêmes banques et aux mêmes techniques financières que celles qu'utilisent Washington (ou Londres) depuis plusieurs décennies pour masquer la situation réelle de leurs économies ». *Le premier ministre grec George Papandreou au Parlement, à Athènes, en mars 2010.*

Goldman Sachs (5) ? Probablement aucun, parmi ceux qui doivent affronter une élection dans les années à venir. Pourtant, il y a encore ne serait-ce que deux ans, c'était là le genre de photo « davossienne » qui symbolisait la « modernité ». Une évolution aussi radicale, en moins de deux années, illustre la force des vents contraires que l'économie virtuelle (6) doit désormais affronter. Ses « grand prêtres » deviennent des parias. Et en perdant la proximité des décideurs politiques, les opérateurs situés au cœur de l'économie virtuelle mondiale perdent la maîtrise des conditions mêmes d'existence de leurs affaires : le contrôle des réglementations, des autorités de contrôle et des leaders d'opinion qui leur permettait, d'une part, d'attribuer arbitrairement de la valeur à ce qui n'était qu'un actif virtuel, déconnecté de toute utilité sociale ou économique et, d'autre part, d'afficher des rendements extraordinaires, générés par une déréglementation sur-mesure.

Mario Draghi, dont la tentative de succéder à Jean-Claude Trichet a dorénavant complètement échoué du fait de ses anciennes fonctions à la tête de Goldman

Sachs en Europe, est un bon exemple de ce que la débandade de l'économie virtuelle va générer un peu partout dans le monde, au sein des élites : le financier, naguère encensé, devient suspect, ce qui permet notamment le retour en grâce de l'ingénieur. Les étudiants d'aujourd'hui anticipent d'ores et déjà ces changements : le rôle social désormais stigmatisé de la finance, conjugué aux réductions massives d'emplois et de rémunérations du secteur, ont, en effet, dégonflé le flux des cerveaux qui quittaient la science, l'ingénierie ou

(5) La manière dont la banque Goldman Sachs s'est empêtrée dans l'affaire grecque illustre parfaitement le changement d'époque. Ce qui relevait d'une « simple routine » de l'économie virtuelle (financiariser une dette publique), il y a encore deux ans, est devenu un exercice périlleux bien typique de cette réalité politique, sociale et économique à laquelle la crise redonne la primauté (ou, si l'on préfère, dont la primauté se rétablit, en provoquant la crise...).

(6) Et les années à venir ne vont faire que renforcer ces vents contraires, au fur et à mesure que les conséquences de la crise vont devenir plus sensibles pour tout un chacun.

d'autres secteurs de l'économie réelle pour se précipiter dans les banques d'affaires et autres *hedge funds*.

Un secteur qui perd son attractivité en termes de ressources humaines, qui voit se dissoudre la puissance de ses principaux centres, qui ne peut plus contrôler son environnement réglementaire et dont la profitabilité

décroît à son avenir derrière lui : c'est précisément le cas de l'économie virtuelle.

D'ailleurs, la Chine, qui semble être un des grands gagnants de cette crise, n'est-elle pas gouvernée par des ingénieurs, tandis que les États-Unis, qui en sont les grands perdants, sont gouvernés par des financiers ?